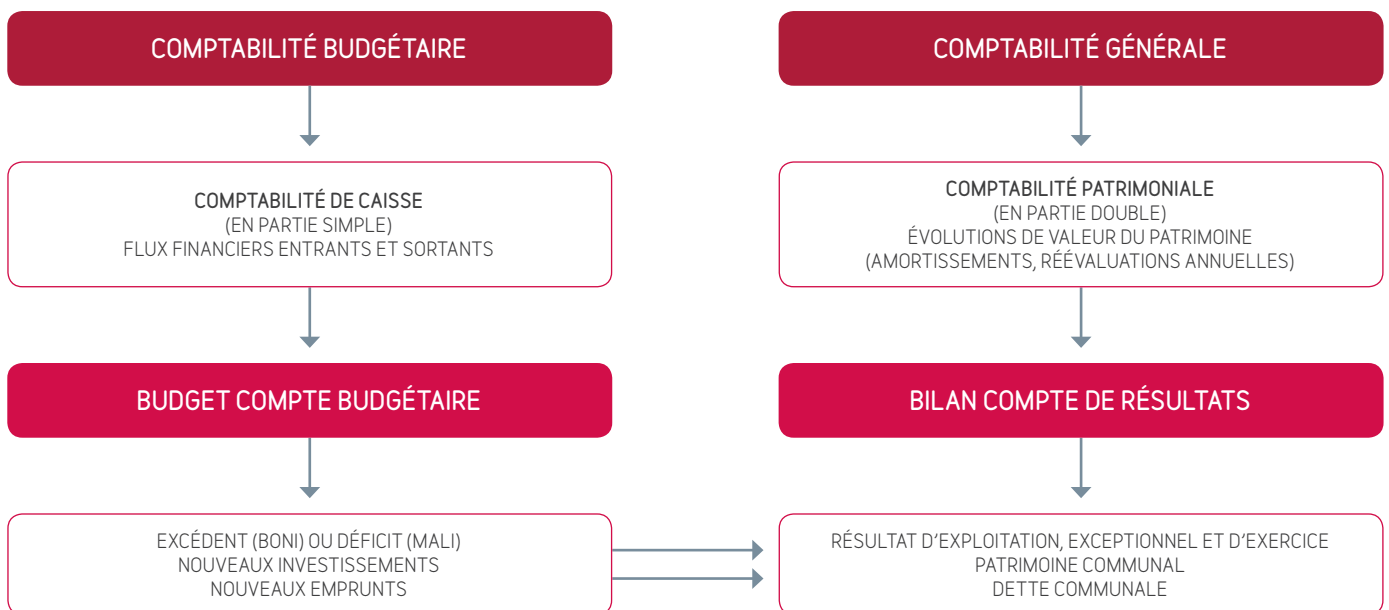


LA COMPTABILITÉ COMMUNALE

Chaque année, la commune établit un **budget** (qui reprend les prévisions de recettes et de dépenses pour l'année à venir) ainsi qu'un **compte** (le reflet de la situation financière réelle au 31 décembre de l'année écoulée). Depuis la réforme de 1995, la comptabilité communale comprend deux volets distincts (cf. *graphique*), à savoir la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale.

C'est le receveur communal qui est chargé de tenir la comptabilité communale, sous l'autorité du Collège (cf. *Fiche 7*). La comptabilité communale constitue le cadre réglementaire de référence s'imposant pour l'enregistrement des opérations financières de la commune. À côté de ce référentiel, pour répondre au besoin de la prise en compte des pouvoirs locaux dans le respect des critères de convergence européens, les finances communales sont également présentées sous l'angle de la comptabilité nationale régie par le règlement SEC2010 (cf. *Fiche 13*).



LE BUDGET COMMUNAL

Le budget comprend l'estimation précise de toutes les recettes et de toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier, à l'exception des mouvements de fonds opérés pour compte de tiers ou n'affectant que la trésorerie, ainsi que les recettes et les dépenses des établissements et services à caractère industriel ou commercial organisés en régie (uniquement bénéfice ou perte).

Le budget est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, c'est-à-dire la Région bruxelloise depuis la régionalisation de l'organisation budgétaire (voir infra). Dans le cadre de l'exercice de cette tutelle, le ministre ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions fixe, chaque année, les directives à appliquer lors de l'élaboration du budget dans une circulaire dite «budgétaire». Ce document reprend notamment l'ensemble des prescrits légaux à respecter ainsi que des règles de bonne tenue budgétaire (respect de l'équilibre, forme des documents, critères de fixation de montant pour les articles budgétaires...).



Si l'annualité est un principe budgétaire fondamental, le collège communal est toutefois tenu d'y adjoindre deux fois par législature un plan triennal reprenant les grands axes politiques et leur impact sur les budgets futurs (Art 242 bis de la NLC).

Dans le cycle comptable, le budget, ainsi établi, constitue le document initial et revêt donc à cet égard une importance particulière. En résumé, le budget a trois vocations:

- > Un acte **d'autorisation** (base légale): l'approbation du budget par le conseil communal donne mandat au collège pour engager les dépenses prévues et pour réaliser les recettes prévues (enrôler les impôts, notamment).
- > Un acte **prévisionnel** (gestion financière): le budget regroupe l'ensemble des recettes et dépenses prévues par le collège ainsi qu'un état prévisionnel de la situation financière de la commune en fin de l'exercice financier à venir.
- > Un acte **politique** (programme): au travers de l'allocation de crédits de dépenses aux différentes matières d'intérêt communal, le budget est également une traduction du programme politique de la majorité communale en place.

En outre, dans une certaine mesure, une partie du budget de la commune peut être «participatif» et directement émaner de propositions d'un jury de citoyens qui ne sont pas des mandataires élus (Art. 258bis de la NLC).

LES COMPTES ANNUELS DE LA COMMUNE

Le **compte budgétaire** récapitule, après la clôture de l'exercice, la mesure dans laquelle les articles budgétaires des recettes et des dépenses ont été réellement exécutés. Ce document constitue un instrument de mesure de l'exécution du budget et se présente quasiment sous la même forme que ce dernier.

Le **bilan** et le compte de **résultats** ne sont apparus qu'en 1995 avec l'introduction de la Nouvelle Comptabilité Communale (NCC) ou comptabilité dite générale. Celle-ci repose sur le principe de la partie double. Le bilan fournit une image de la situation patrimoniale de la commune au 31 décembre de chaque exercice. Le compte de résultats synthétise les comptes des charges et des produits et indique dans quelle mesure les enrichissements ou les appauvrissements enregistrés au cours de l'exercice vont influencer les fonds propres de la commune.

Ces trois documents (compte budgétaire, bilan, compte de résultats) forment ensemble les comptes annuels de la commune, que le conseil communal doit en principe approuver au cours du premier trimestre de chaque année.

Depuis les accords du Lambermont et la régionalisation de la loi communale, l'organisation budgétaire, comptable et financière des communes est devenue une prérogative des Régions. Des modifications mineures ont tout d'abord été apportées par les Régions au plan comptable budgétaire (ventilation fonctionnelle) et/ou au plan comptable général (détails de certains comptes généraux ou particuliers).

La Région flamande a par contre procédé plus récemment à une réforme d'une plus grande ampleur de la comptabilité des pouvoirs locaux (communes, provinces et CPAS)⁽¹⁾. À partir de 2014, les pouvoirs locaux doivent en effet adopter un tout nouveau concept de politique et de gestion («Beleids- en beheerscyclus» ou «BBC») – (cf. encadré).

Le Beleids-en beheerscyclus (BBC) - Le nouveau cadre comptable des communes flamandes

Un nouveau cadre comptable a été mis en place dès 2014 au sein des pouvoirs locaux du nord du pays. Ce nouveau concept, qui se veut plus proche des principes SEC-2010 se caractérise essentiellement par la disparition de la distinction entre services ordinaire et extraordinaire. Ceci implique que les emprunts financent aussi les besoins de trésorerie et que les soldes consistent en un résultat annuel de type «caisse», mélangeant les recettes et dépenses d'exploitation, les investissements, les charges d'emprunts et les résultats antérieurs. Cette comptabilité est fondée sur trois rapports: le budget, le compte, le tout strictement intégré dans un plan pluri-annuel. Ces documents se rédigent autour d'objectifs politiques traduits en termes de recettes et de dépenses.

(1) Arrêté du Gouvernament flamand du 25 juin 2010 relatif au «cycle de politique et de gestion» des communes, provinces et des CPAS